

# ACTION URGENTE

DOCUMENT PUBLIC  
AU 33/02

ÉFAI – 020084 – AMR 28/003/02

*Avertissement : Amnesty International défend des individus sans prendre position ni sur leurs idées ni sur les organisations auxquelles ils pourraient adhérer.*

## CRAINTES POUR LA SÉCURITÉ / EXÉCUTIONS EXTRAJUDICIAIRES / TORTURE ET MAUVAIS TRAITEMENTS

**ÉQUATEUR**      **Martha Delgado Galarza (f), la mère de David Delgado Galarza**  
**Walter Mentanza Montecel (h), le beau-père de David Delgado Galarza**  
**la famille de Carlos Lara Silva**  
**Geovanny Nelson Borja Ulloa (h), témoin**  
**Javier Roberto Zambrano Vivar (h), témoin**  
**d'autres témoins habitant le quartier de Rita Lecumberri, à Guayaquil**

**Personnes tuées :**    **David Delgado Galarza (h), 16 ans**  
                                  **Carlos Lara Silva (h)**

Londres, le 1<sup>er</sup> février 2002

Le 29 décembre 2001, David Delgado Galarza et Carlos Lara Silva ont été arrêtés par six membres de la police nationale dans le quartier de Rita Lecumberri, à Guayaquil, dans la province de Guayas. Deux jours plus tard, les deux jeunes gens ont été retrouvés morts. Amnesty International est préoccupée par la sécurité de leurs proches et des individus ayant été témoins de leur interpellation, qui sont harcelés et intimidés.

Cinq des six policiers qui ont appréhendé David Delgado Galarza et Carlos Lara Silva ont été identifiés et ont comparu devant un tribunal disciplinaire de la police le 16 janvier 2002. Ils ont été suspendus et sont actuellement en détention. En outre, les familles des deux jeunes gens ont porté plainte auprès du ministère public de la province de Guayas, et ces cinq membres des forces de l'ordre font actuellement l'objet d'une enquête, qui pourrait déboucher sur un procès.

Le 17 janvier 2002, une voiture rouge aux vitres teintées est passée dans le quartier de Rita Lecumberri. Les occupants du véhicule ont demandé où se trouvaient Geovanny Nelson Borja Ulloa et Javier Roberto Zambrano Vivar, qui avaient été témoins de l'arrestation des deux jeunes gens retrouvés morts. Cette voiture avait été vue la veille devant le poste de police où siégeait le tribunal disciplinaire.

Deux jours plus tard, le 19 janvier, une voiture est passée devant le domicile de la famille de David Delgado Galarza, dans le quartier de Rita Lecumberri. Un des passagers a crié : « *Vous allez voir, vous allez payer pour ça, maudits fils de putes !* » Amnesty International est préoccupée par la sécurité des parents de David Delgado Galarza, Martha Delgado Galarza et Walter Mentanza Montecel, et par celle de la famille de Carlos Lara Silva. L'organisation pense que de tels actes d'intimidation visent à empêcher les deux familles d'obtenir justice.

Le 29 décembre 2001, Geovanny Nelson Borja Ulloa et Javier Roberto Zambrano Vivar ont été interpellés et fouillés par les six policiers qui devaient arrêter par la suite David Delgado Galarza et Carlos Lara Silva. D'après les informations recueillies, cinq de ces fonctionnaires étaient vêtus de treillis de combat, deux portaient des passe-montagnes et trois avaient le visage peint. Ils ont apparemment agressé physiquement Geovanny Nelson Borja Ulloa et Javier Roberto Zambrano Vivar. Un des policiers aurait déclaré à Javier Roberto Zambrano Vivar tandis qu'il le frappait : « *Ça fait longtemps que je n'ai pas tué une ordure.* »

Quelques minutes plus tard, David Delgado Galarza et Carlos Lara Silva sont entrés à pied dans la ruelle où Geovanny Nelson Borja Ulloa et Javier Roberto Zambrano étaient en train de se faire agresser. D'après les informations recueillies, trois des policiers se sont dirigés vers David Delgado Galarza et Carlos Lara Silva et ont commencé à les battre également. Tous deux ont ensuite été contraints à monter dans une voiture blanche qui avait une radio et une sirène de police, mais pas de plaques d'immatriculation. Deux jours plus tard, leurs corps ont été découverts près d'un bidonville, à Guayaquil. Selon le rapport d'autopsie, les deux jeunes gens présentaient des marques de torture, et étaient décédés des suites de blessures par balles infligées le même jour que celui de leur arrestation par la police.

Amnesty International a reçu des informations indiquant que le policier qui dirigeait les opérations le 29 décembre 2001 aurait également été impliqué dans une autre exécution extrajudiciaire de délinquants présumés, lorsqu'il travaillait dans la ville de Milagro, dans la province de Guayas, au cours de l'année 2001.

### INFORMATIONS GÉNÉRALES

Amnesty International est préoccupée depuis des décennies par le fait que des membres des forces de sécurité équatoriennes recourent à la torture et à d'autres formes de mauvais traitements.

L'organisation a également recensé de nombreuses manœuvres d'intimidation dirigées contre des avocats spécialisés dans la défense des droits humains, des témoins de violations des droits fondamentaux et des membres de leur famille en Équateur. Les autorités de ce pays n'ont jamais appliqué les Principes relatifs à la prévention efficace des exécutions extrajudiciaires, arbitraires et sommaires et aux moyens d'enquêter efficacement sur ces exécutions, adoptés en décembre 1989 par l'Assemblée générale des Nations unies, et rien n'a été fait pour protéger les témoins de violations des droits humains. Or, l'article 15 de cet instrument international dispose clairement : « *Les plaignants, les témoins, les personnes chargées de l'enquête et leurs familles jouiront d'une protection contre les violences, les menaces de violence ou toute autre forme d'intimidation.* »

En outre, les cas de décès résultant de l'usage d'armes à feu par les forces de sécurité dans le cadre d'opérations de lutte contre le crime suscitent l'inquiétude d'Amnesty International depuis plusieurs années. Certains de ces homicides ressemblent fort à des exécutions extrajudiciaires. L'année dernière, l'organisation a reçu des informations selon lesquelles des policiers s'étaient livrés à des exécutions extrajudiciaires, en particulier à Guayaquil, où quelque 26 personnes ont été retrouvées mortes à la périphérie de la ville au cours des dix premiers mois de l'année 2001. Toutes avaient été abattues dans des circonstances laissant à penser qu'il s'agissait d'exécutions extrajudiciaires, et nombre d'entre elles avaient apparemment été torturées avant d'être tuées. L'organisation a exhorté les autorités à veiller à ce que ces violations des droits humains fassent l'objet dans les plus brefs délais d'enquêtes impartiales, et à ce que les responsables présumés soient traduits en justice. Les autorités semblent néanmoins ne prendre aucune réelle mesure préventive contre ces crimes. L'Équateur doit sortir du cercle vicieux de l'impunité, qui nie les principes de vérité et de justice et débouche sur de nouvelles violations des droits humains.

**ACTION RECOMMANDÉE : dans les appels que vous ferez parvenir le plus vite possible aux destinataires mentionnés ci-après (en espagnol ou dans votre propre langue) :**

- déclarez-vous inquiet pour les parents de David Delgado Galarza, Martha Delgado Galarza et Walter Mentanza Montecel, pour la famille de Carlos Lara Silva, pour Geovanny Nelson Borja Ulloa et Javier Roberto Zambrano Vivar, qui ont assisté à l'arrestation de David Delgado Galarza et de Carlos Lara Silva, et pour les autres témoins habitant le quartier de Rita Lecumberri ;
- exhortez les autorités à garantir la sécurité de ces personnes, conformément aux normes internationales relatives aux droits humains ;
- soulignez que les agissements signalés semblent avoir pour but d'intimider les familles de David Delgado Galarza et Carlos Lara Silva ainsi que les témoins, en vue d'empêcher la poursuite de l'enquête ouverte sur les circonstances dans lesquelles ces deux jeunes gens ont été torturés et tués ;
- déclarez-vous préoccupé par le fait que David Delgado Galarza et Carlos Lara Silva ont été soumis à la torture et tués, et demandez instamment que l'enquête ouverte sur cette affaire soit menée rapidement et de manière exhaustive, que les conclusions en soient rendues publiques, que les responsables présumés soient traduits en justice, et que les familles des victimes bénéficient de réparations adéquates.

**APPELS À :**

**Ministre de l'Intérieur :**

Dr. Marcelo Merlo Jaramillo  
Ministerio de Gobierno y Policía  
Benalcázar y Espejo  
Quito, Équateur

**Fax :** + 593 2 580 067

**Télégrammes :** Ministerio de Gobierno y Policía, Quito, Équateur

**Formule d'appel :** *Señor Ministro, / Monsieur le Ministre,*

**Commandant de la police nationale :**

Ing. Jorge Guillermo Molina Núñez  
Comandante General de la Policía Nacional  
Ramírez Dávalos 612 y Av. 10 de Agosto  
Quito, Équateur

**Fax :** + 593 2 506 066

**Télégrammes :** Comandante General de la Policía Nacional, Quito, Équateur

**Formule d'appel :** *Señor Inspector General, / Monsieur l'Inspecteur général,*

**COPIES À :**

**Organisation de défense des droits humains :**

Comité Permanente por la Defensa de los Derechos Humanos (CPDH)  
Quisquis 1207 y Esmeraldas, Edificio "QUISQUIS"  
4to Piso, Oficina 403, Guayaquil, Équateur

**Fax :** + 593 4 29 3273 (Si un correspondant vous répond, dites : « *Me puede dar tono de fax, por favor.* »)

ainsi qu'aux représentants diplomatiques de l'Équateur dans votre pays.

**PRIÈRE D'INTERVENIR IMMÉDIATEMENT.**

**APRÈS LE 15 MARS 2002, VÉRIFIEZ AUPRÈS DE VOTRE SECTION S'IL FAUT ENCORE INTERVENIR. MERCI.**

*La version originale a été publiée par Amnesty International,  
Secrétariat international, 1 Easton Street, Londres WC1X 0DW, Royaume-Uni.*

*La version française a été traduite et diffusée par Les Éditions Francophones d'Amnesty International - ÉFAI -  
Vous trouverez les documents en français sur LotusNotes, rubrique ÉFAI - IS documents*

*Vous pouvez également consulter le site Internet des ÉFAI : [www.efai.org](http://www.efai.org)*